**Arrêté fédéral
concernant les contributions et les prestations
de la Confédération pour le championnat d'Europe
de football 2008
(EURO 2008)**

Projet

Modification du ...

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,
vu le message du Conseil fédéral du 9 décembre 2005¹,
arrête:

I

L'arrêté fédéral du 25 septembre 2002 concernant les contributions et les prestations de la Confédération pour le championnat d'Europe de football 2008 (EURO 2008)² est modifié comme suit:

Préambule

vu l'art. 167 de la Constitution³,
vu l'art. 10, al. 2 et 3, de la loi fédérale du 17 mars 1972 encourageant la gymnastique et les sports⁴,
vu l'art. 1, al. 1 et 2, de la foi fédérale du 21 décembre 1955 concernant l'Office national du tourisme⁵,
vu l'art. 28, al. 2, de la loi fédérale du 21 mars 1997 instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure⁶,

Art. 1

¹ La Confédération accorde un crédit d'engagement de 72 millions de francs au plus pour l'organisation du championnat d'Europe de football 2008 (EURO 2008) qui sera réparti comme suit:

- a. une contribution de 8 millions de francs pour financer la construction et les aménagements nécessaires pour l'EURO 2008 du stade du Letzigrund à Zurich, et une contribution de 2,8 millions de francs pour financer les aménagements nécessaires pour l'EURO 2008 du Stade de Genève;

1 FF 2006 1581
2 FF 2002 6135
3 RS 101
4 RS 415.0
5 RS 935.21
6 RS 120

- b. une contribution de 10 millions de francs pour la promotion économique et du tourisme;
- c. une contribution de 5 millions de francs pour financer des projets et des mesures en Suisse, avant et pendant l'EURO 2008;
- d. une contribution de 4 millions de francs pour participer au financement d'un billet combiné permettant, en plus de l'entrée au match, la libre utilisation des transports publics;
- e. une contribution de 25,2 millions de francs pour financer le supplément de coûts liés à la sécurité, dont un montant de 10 millions de francs pour un service d'appui de l'armée. Ce dernier montant devra être compensé à l'interne par le DDPS;
- f. une contribution de 7 millions de francs pour la coordination et l'organisation de la structure des pouvoirs publics mise en place pour l'EURO 2008;
- g. une contribution de 10 millions de francs pour alimenter une réserve utilisée en cas d'événement extraordinaire dans le domaine de la sécurité. Le pouvoir de décision quant à l'utilisation totale ou partielle de cette réserve appartient au Conseil fédéral.

² Le crédit de paiement annuel sera inscrit dans le budget de la Confédération.

Art. 2

Le Conseil fédéral établit un rapport annuel à l'attention du Parlement concernant l'état d'avancement du projet et l'utilisation des ressources financières.

II

Le présent arrêté n'est pas sujet au référendum.